

la pose du tablier de la passerelle et des opérations d'enrochements des berges au droit des culées.

En cas d'incident grave lors des travaux, les exploitants des champs captants à l'aval (S.I.A.E.P. du Gave et Baïse et Syndicat d'Artix) ainsi que les services chargés de la police de l'eau (Direction départementale de l'Équipement) et de la police de la pêche (Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt) seront informés immédiatement, afin de prendre les mesures d'urgence qui s'imposeront.

À la fin des travaux la piste d'accès et les deux batardeaux seront complètement enlevés et les matériaux évacués hors des lits mineur et majeur en prenant toutes les précautions relatives à la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. Ces opérations seront menées en concertation avec la Direction départementale de l'Équipement (Subdivision Hydraulique), la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt, la Direction départementale de la jeunesse et des Sports, la Fédération départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et le Conseil supérieur de la Pêche.

**Article 3** - Le permissionnaire prendra à sa charge toutes les mesures nécessaires demandées ou acceptées par la Direction Départementale de l'Équipement, chargée de la police des eaux, pour maintenir les ouvrages en l'état. Il prendra également à sa charge les mesures de protection demandées par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, chargée de la police de la pêche, pour préserver les milieux et les peuplements piscicoles.

Des campagnes de sauvetage par pêche électrique ainsi que le pompage des eaux d'infiltration seront réalisés dans les zones mises hors d'eau par les batardeaux.

**Article 4** - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5** - Durée des travaux

Les ouvrages temporaires sont autorisés pour une durée de six (6) mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette autorisation pourra toutefois être renouvelée une fois pour une durée identique sur demande du permissionnaire. Ce dernier est informé que la présente autorisation n'est accordée qu'au titre des législations relatives à l'eau et à la pêche en eau douce. Elle ne préjuge en rien des autres autorisations susceptibles d'être nécessaires notamment celle relative à l'urbanisme.

#### **Article 6** - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est porté à quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation.

**Article 7** - Pendant les travaux, la Direction départementale de l'Équipement, la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt, le Conseil supérieur de la Pêche et la Fédération départementale pour la Pêche et la Protection du

Milieu Aquatique seront tenus informés des dates des réunions de chantier.

À la fin des travaux, la Direction départementale de l'Équipement (Subdivision Hydraulique) et la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt seront avertis afin de vérifier leur bonne exécution et le respect des prescriptions de l'autorisation.

**Article 8** - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées Atlantiques, le Maire de Laroin, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente autorisation qui sera notifiée au permissionnaire par M. le Préfet des Pyrénées Atlantiques et publiée au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture des Pyrénées Atlantiques, affichée en Mairie de Laroin pendant une durée d'un mois et publiée dans deux journaux du Département aux frais du permissionnaire.

Copie en sera adressée à MM. le Directeur Régional de l'Environnement Aquitaine, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports, le Responsable de la Mission Interservices de l'Eau des Pyrénées Atlantiques, le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche, le Président de la Fédération des Pyrénées Atlantiques pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, le Président de l'Association du Gave de Pau pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, le Président du Comité Départemental de Canoë Kayak,

Fait à Pau, le 18 septembre 2000  
Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général : Alain ZABULON

### **Autorisation de travaux pour le centre européen de frêt (CEF) (Zone d'Aménagement Concerté) sur l'Adour communes de Mouguerre et Lahonce**

Arrêté préfectoral N° 00/EAU/031 du 18 septembre 2000

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement et à la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 susvisée et modifié par le décret n° 93-245 du 25 février 1993,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 03 janvier 1992,

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 du 3 janvier 1992,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 1975 approuvant le dossier de création de la « ZAC de Mouguerre dite 1 » et son PAZ approuvé le 13 juin 1977 modifié le 5 avril 1984 et le 29 mai 1990,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1988 approuvant le dossier de réalisation de la « ZAC du Centre Européen de fret dite 2 » et de son PAZ approuvé le 29 mai 1990,

Vu le SDAGE Adour Garonne et les mesures relatives à la gestion qualitative de la ressource

Vu le dossier de demande d'autorisation de travaux pour la réalisation du Centre Européen de Fret déposé à la Préfecture par la SEPA

Vu l'avis en date du 10 mars 2000 du Directeur Régional de l'Environnement,

Vu l'avis en date du 29 mars 2000 du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Vu l'avis en date du 30 mars 2000 du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Vu l'avis en date du 12 mai 2000 du Directeur Régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine,

Vu les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 8 mars 2000 au 24 mars 2000,

Vu l'avis en date du 30 mai 2000 de la Mission Interservices de l'Eau,

Vu l'avis favorable en date du 27 juillet 2000 du Conseil Départemental d'Hygiène,

Considérant que toutes les formalités et règlements prescrits par la réglementation en vigueur ont été accomplis,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

AUTORISE :

#### TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES

**Article premier** - Objet de l'autorisation :

La Société d'Equipe des Pyrénées-Atlantiques (SEPA) délégation du Pays-Basque sise 4 allées des platanes BP 118 64101 Bayonne Cedex, est autorisée, en application de l'article 10 de la loi sur l'eau, à réaliser et exploiter les ouvrages et aménagements rendus nécessaires par la construction du Centre Européen de Fret (CEF) situé sur les territoires des Communes de Mouguerre et Lahonce.

Pour l'exécution et l'exploitation des ouvrages, des travaux et des installations ainsi que pour l'exercice des activités présentes ou à venir et liées aux transports, à la logistique, à la production et aux services, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, du présent arrêté et celles figurant dans le dossier joint à la demande d'autorisation,

Les travaux comprennent la poursuite des remblaiements jusqu'à la cote 3,20 m NGF environ, la réalisation des voiries

et réseaux divers avec rejet d'eaux pluviales, la rectification et la mise en valeur de certains axes de drainage, la création d'espaces de stockage des eaux de ruissellement.

Les prescriptions du présent arrêté, pas plus que la surveillance des agents de l'Etat, ne sauraient avoir pour effet de diminuer, en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne le dimensionnement et les dispositions techniques des ouvrages que leur exécution et leur entretien ultérieur.

#### **Article 2** - Caractéristiques des ouvrages

Le Centre Européen de Fret ainsi que tous les ouvrages pouvant présenter des risques d'inondation ou de pollution sont à protéger pour une pluie centennale.

##### 2.1 Ecoulement du bassin versant situé au Sud de la Voie Ferrée

Un stockage temporaire de capacité suffisante et d'au moins 130 000 m<sup>3</sup> sera aménagé au Sud de la voie ferrée afin de recueillir momentanément les apports pluviaux issus des coteaux sud pour un événement pluvieux centennal et permettre l'évacuation progressive des eaux par les ouvrages d'évacuation existants.

Un terre d'enclôture d'un mètre de hauteur minimum, équipé de clapets anti-retour sera réalisé pour protéger les maisons existantes, quartier Saint Jean.

##### 2.2 Protection du lotissement des Barthes Neuves

Le lotissement des Barthes Neuves sera protégé par un fossé périphérique et un bassin à sec de capacité suffisante pour retenir les volumes ruisselés lors d'un événement pluvieux centennal.

Tous les dispositifs et ouvrages doivent être dimensionnés pour ne pas aggraver le risque d'inondation dans ce secteur.

##### 2.3. Collecte des eaux pluviales du CEF -

Les ouvrages d'évacuation et de stockage destinés à la collecte des eaux du Centre Européen de Fret sont à dimensionner pour transférer les volumes générés par un événement pluvieux de fréquence centennale conjugué à une marée de vives eaux sans dysfonctionnement hydraulique.

La capacité totale de stockage doit être d'au moins 120 000 m<sup>3</sup> pour les 100 hectares concernés par la Z.A.C. (volumes cumulés des ouvrages publics et privés)

Les eaux sont à dépolluer avant rejet au milieu naturel.

##### 2.4. Ouvrage de traitement des eaux pluviales du Centre Européen de Fret (pollution chronique ou accidentelle).

Les ouvrages de dépollution des flux ruisselés devront permettre :

- l'écrêtement des débits de pointe de période de retour 100 ans,
- le stockage et l'isolement des pollutions accidentelles,
- le traitement de la pollution chronique.

Ces bassins seront munis de séparateurs d'hydrocarbures et de débourbeurs - décanteurs et équipés de regards de prélèvement et d'accès pour l'entretien.

Les surverses régulées évacueront les excédents de débit vers le réseau de drainage extérieur.

## 2.5 - Eaux usées -

Seules les eaux usées de la ZAC seront raccordées au réseau d'assainissement de la zone industrielle de Mouguerre. Les rejets industriels pourront être raccordés après autorisation préalable du Syndicat d'Assainissement et signature de la convention nécessaire

### **Article 3 - Mesures de réduction des Impacts**

- Endiguement complémentaire du quartier Saint-Jean, protection par fossé périphérique et bassin à sec du lotissement des barthes neuves
- Le maintien des fossés et ruisseaux existants sera préféré à la création d'axes nouveaux.
- Une bande de largeur variable de 4 mètres environ de sol en place sera préservée en bordure des axes de drainage, de chaque côté, pour permettre le développement d'une végétation naturelle.
- Le grand canal sera bordé de chaque côté par une bande végétalisée de 10 m de largeur environ, il sera longé côté Z.A.C. par un sentier de promenade avec plusieurs accès au canal.
- Un entretien léger mais très régulier sera effectué sur les cours d'eau, l'emploi de débroussaillants et de désherbants est proscrit.
- Le remblaiement de l'aire de la Z.A.C. sera réalisé par phases successives, les axes de drainage et les drains nécessaires seront créés avant toute mise en oeuvre de remblais.
- Contraintes particulières pour la réalisation des remblais de l'aire de la ZAC et l'aménagement de la zone de stockage sud de la voie ferrée :

La zone de stockage des eaux pluviales au sud de la voie ferrée sera réalisée par phases, au fur et à mesure, soit de l'acquisition des espaces nécessaires par la SEPA, ou toute autre personne morale de droit public qu'elle pourra se substituer, soit de la signature de conventions avec les propriétaires privés autorisant la submersion de leurs parcelles - ces conventions devront être inscrites aux hypothèques.

Afin que la situation hydraulique des secteurs habités des quartiers Saint-Jean et des Barthes neuves ne soit à aucun moment dégradée, chaque phase des remblais de l'aire de la ZAC sera conditionnée par la réalisation préalable d'une tranche de la zone de stockage sud de la voie ferrée.

Pour chaque phase de travaux, et préalablement à tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage sollicitera l'accord du service chargé de la police de l'eau, pour ce faire il lui adressera les pièces suivantes :

- les éléments descriptifs de la tranche de remblai à réaliser.
- les éléments descriptifs de la tranche d'aménagement de la zone de stockage à réaliser, et des ouvrages calibrés destinés à contrôler les débits restitués à l'aval.

Un bilan depuis le démarrage des travaux autorisés dans le présent arrêté, des volumes de stockage perdus sur la zone remblayée et du volume de stockage reconstitué sur la zone amont, ainsi qu'un descriptif du fonctionnement du dispositif sur un cycle de marée coefficient 50 pour pluie centennale, après réalisation de la tranche considérée.

- un état des conventions ou des acquisitions passées et à passer avec les propriétaires fonciers de terrains submersibles sera produit avant chaque nouvelle phase de remblaiement.

- Lors des travaux aucune intervention en dehors du périmètre de la Z.A.C. ne sera admise sauf pour ce qui concerne le stockage Sud de la voie ferrée.
- Un programme des interventions d'entretien prévues sera produit chaque année, avant le 15 février au service chargé de la police de l'eau.
- Un rapport détaillé sur l'entretien effectué l'année n° -1 sera produit chaque année, avant le 31 mars de l'année N au service chargé de la police de l'eau.

### **Article 4 - Exécution des Travaux -**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin conformément à toutes les règles de l'art et devront respecter le périmètre de la Z.A.C.

Le remblaiement se fera par phases successives, donnant lieu au préalable à un dossier d'exécution spécifique, transmis pour avis au service chargé de la police de l'eau. La nature et la provenance des matériaux employés pour les couches de remblais seront précisées, ceux-ci seront exempts de toute contamination par des métaux lourds, des hydrocarbures ou des dérivés ou des produits toxiques divers. Ils devront être compatibles avec la protection des sols et des eaux.

Le permissionnaire est tenu d'adresser au service chargé de la police de l'eau les plans d'exécution cotés des ouvrages dans un délai de trois mois après réception des travaux.

### **Article 5. - Contrôle des Rejets -**

Le permissionnaire devra réaliser à ses frais une analyse par an des rejets des bassins de traitement, les prélèvements étant réalisés lors d'un événement pluvieux, consécutif à une période de temps sec d'au moins 15 jours. Les analyses porteront sur les paramètres suivants : MES, DBO5, DCO, plomb, zinc, hydrocarbures en entrée et en sortie des bassins.

Au vu des résultats qui auront été transmis au service chargé de la police de l'eau, des prescriptions complémentaires pourront être imposées par arrêté préfectoral après avis du Conseil départemental d'hygiène.

### **Article 6. - Entretien des Ouvrages -**

Le permissionnaire devra constamment entretenir en bon état de fonctionnement et de propreté les installations qui seront toujours conformes aux conditions de l'autorisation.

Cet entretien sera pratiqué suivant les fréquences prévues au dossier d'autorisation. Le permissionnaire sera responsable du bon entretien général et devra produire au service chargé de la police de l'eau, le calendrier des interventions.

#### **Ouvrages de traitement -**

Les bassins seront desservis par un accès permettant leur entretien courant et l'intervention en cas de pollution accidentelle.

Le pétitionnaire devra sur la base de l'analyse des boues de curage des bassins, fournir un programme de gestion des bassins ainsi que la destination de ces boues dans un délai de 1 an à compter de la mise en service des ouvrages. Ce programme comprendra également le plan d'intervention lors d'une pollution accidentelle (intervention et remise en état des ouvrages). Ce programme sera validé par le service chargé de la police de l'eau.

Le permissionnaire tiendra à la disposition des services de police de l'eau un registre comportant l'ensemble des incidents et interventions de curage sur les bassins de décantation et d'une manière générale toute intervention d'entretien dont la fréquence sera au moins celle prévue dans le dossier d'autorisation.

Le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour assurer en tout temps le libre écoulement des eaux dans la pleine section des ouvrages.

Il entretiendra les dispositifs de protection des berges mis en place, et prendra en charge leur restauration si nécessaire.

**Article 7.** - Suivi et bilan à l'issue de la réalisation de l'ensemble des travaux autorisés -

Le permissionnaire prévoira un plan de végétalisation de la zone et son embellissement et le présentera au service chargé de la police de l'eau avant le 31 décembre 2000.

Toutes les mesures préconisées au dossier d'autorisation seront à respecter. Le permissionnaire pourvoira à l'entretien des ouvrages hydrauliques situés sur les parties privatives.

Un bilan du fonctionnement hydraulique de l'ensemble du secteur sera réalisé dans les deux ans suivant l'achèvement de la totalité des ouvrages.

En cas de constatation d'une dégradation de la situation hydraulique vis à vis des sites habités, des mesures complémentaires à définir après études pourront être imposées au pétitionnaire.

## TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES

**Article 8.** - Caractère de l'autorisation -

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans, à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux, en vue de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Le permissionnaire est ou sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir au titre de la police de l'eau et tout particulièrement à ceux intéressants la protection contre toute pollution, conservation du libre écoulement des eaux et protection contre les inondations.

**Article 9** - Caractère de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra obtenir le renouvellement de cette dernière.

Dans ce cas, il formulera la demande auprès de la direction départementale de l'équipement dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins, avant la date d'expiration de l'autorisation. La demande comprendra les pièces d'indication énumérées à l'article 17 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, susvisé.

**Article 10.** - Déclaration des incidents ou accidents -

Tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages ou activités visés dans la présente autorisation et de nature

à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, devra être déclaré dans les conditions fixées à l'article 18 de cette loi.

**Article 11.** - Réserve des droits des tiers -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 12.** - Information des tiers

En vue de l'information des tiers, un avis au public faisant connaître l'autorisation accordée au titre de l'article 10 de la loi sur l'eau sera publié aux frais du permissionnaire et par les soins de M. le Préfet dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Cette autorisation sera affichée dans les mairies de Mouguerre et Lahonce, pendant une durée minimum d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un certificat du maire.

**Article 13.** - Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 14.** - Recours du permissionnaire -

Le permissionnaire s'il conteste le présent arrêté peut saisir le tribunal administratif dans un délai de deux mois à partir de sa notification. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leur groupement, ce délai de recours est porté à quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation.

**Article 15.** - Ampliation et diffusion -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, M. le Sous-Préfet de Bayonne, M. le Directeur Départemental de l'Equipeement des Pyrénées-Atlantiques, MM. Les Maires de Mouguerre et Lahonce, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est adressée à la Société d'Equipeement des Pyrénées-Atlantiques, permissionnaire.

Copie sera adressée à MM. le Directeur régional de l'environnement, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, M<sup>me</sup> le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Fait à Pau, le 18 septembre 2000

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général : Alain ZABULON

---

### **Autorisation de prélèvement d'eau dans le "Valentin" pour alimenter le plan d'eau de Cotch et portant règlement d'eau**

Arrête préfectoral N° 00/EAU/032 du 22 septembre 2000  
Direction des collectivités locales et de l'environnement  
(3<sup>me</sup> bureau)

Le Préfet du département des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur ;